

RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DU PALAIS DE JUSTICE DE NARBONNE



MAITRE D'OUVRAGE Ministère de la Justice

SG/DIR SG SUD
Département Immobilier de Toulouse
1 Place EMILE Blouin– CS 20009
31952 Toulouse cedex 9



MAITRE D'ŒUVRE :



Siège social - 6 rue René Panhard
11100 Narbonne - ☎04 68 42 57 45
✉ contact@mbingenierie.fr



2 rue Ricciotti
34500 Béziers - ☎04 67 21 81 19
✉ secretariat@aade-architectes.fr



3 rue Lakanal
34090 Montpellier - ☎04 99 23 06 61
✉ contact@pialot-escande.fr



8 rue des Hermines
34090 Montpellier - ☎06 83 42 18 05
✉ m.mutel@caprionis.com

D.C.E.
LOT 00 : DISPOSITIONS COMMUNES

DATE	IND
15/10/25	A

SOMMAIRE

1. GENERALITES	4
1.1 OBJET DE L'OPERATION	4
1.2 PRESENTATION DU BATIMENT	4
1.3 OBJET DU DOCUMENT	4
1.4 CONSISTANCE DES TRAVAUX	4
1.5 LISTE DES INTERVENANTS	5
2. PRESENTATION DU MARCHE	5
2.1 LOTS	5
2.2 TRANCHES ET PHASES D'EXECUTION DES TRAVAUX	6
2.2.1 <i>Planning prévisionnel des travaux</i>	6
2.2.2 <i>Ordre d'avancement</i>	6
2.2.3 <i>Phasage des travaux</i>	6
2.3 DEROULEMENT DES TRAVAUX	6
2.3.1 <i>Ordre d'avancement</i>	6
2.4 DELAI D'EXECUTION ET DE RECEPTION DES TRAVAUX	6
2.4.1 <i>Délai d'exécution</i>	6
2.4.2 <i>Délai de réception</i>	6
3. DOCUMENTS	7
3.1 DOCUMENTS TECHNIQUES APPLICABLES AU MARCHE	7
3.2 PLANS DE PRINCIPES JOINTS AU MARCHE	7
3.3 PIECES A FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR	7
3.3.1 <i>Pendant la période de préparation</i>	7
3.3.2 <i>Plans d'atelier et chantier</i>	7
3.3.3 <i>Dossier des Ouvrages Exécutés</i>	7
4. CONTROLE TECHNIQUE	8
5. ESSAIS ET CONTROLES	8
6. MARQUES ET MODELES DES PRODUITS A METTRE EN ŒUVRE	8
7. RESPONSABILITES DE L'ENTREPRENEUR	8
7.1 RECONNAISSANCE DES LIEUX	8
7.2 METRES	8
7.3 LIMITES DE PRESTATIONS	9
7.4 MODELE ET TEINTE DES MATERIAUX, DES PRODUITS RETENUS PAR LE MAITRE D'OUVRAGE	9

7.5	APPROVISIONNEMENT DES PRODUITS ET DES MATERIAUX	10
7.6	VARIANTES TECHNIQUES	10
7.7	VERIFICATION DES PLANS – MALFAÇONS - VERIFICATION DES DIMENSIONS.....	10
7.7.1	<i>Vérification des plans</i>	10
7.7.2	<i>Malfaçons</i>	10
7.7.3	<i>Vérification des dimensions des ouvrages à remplacer et à réaliser</i>	10
7.8	ACCEPTATION DES TRAVAUX ANTERIEURS	10
7.9	METHODOLOGIE D'INTERVENTION SUR LES OUVRAGES AMIANTES	11
7.10	MISE HORS D'EAU EN DEHORS DE TRAVAUX DES BATIMENTS	11
8.	PRESCRIPTIONS GENERALES D'EXECUTION.....	11
8.1	RESPONSABILITES DU LOT PRINCIPAL ET DES ENTREPRISES	11
8.2	INSTALLATIONS DE CHANTIER & COMPTE PRORATA	11
8.2.1	<i>Compte prorata</i>	11
8.2.2	<i>Installation de chantier</i>	12
8.2.3	<i>Conteneur de stockage</i>	14
8.2.4	<i>Benne à déchets.....</i>	14
8.2.5	<i>Disposition électrique et eau.....</i>	14
8.2.6	<i>Panneaux de chantier</i>	14
8.2.7	<i>Clôture de chantier.....</i>	15
8.3	ENCADREMENT TECHNIQUE	15
8.4	ACCES, EVACUATIONS ET PROTECTIONS	15
8.4.1	<i>Accès des matériaux et évacuation des déchets.....</i>	16
8.4.2	<i>Protection du chantier</i>	17
8.4.3	<i>Protection contre les risques de chute en toiture.....</i>	17
8.4.4	<i>Protection contre les risques de brûlures, de chaleur et de projections incandescentes.....</i>	17
8.4.5	<i>Protection des existants.....</i>	17
8.5	RECEPTION DES ABORDS, DES OUVRAGES & ETAT DES LIEUX	17
8.5.1	<i>Réception des abords</i>	17
8.5.2	<i>Réception des supports et des ouvrages existants.....</i>	18
8.5.3	<i>État des lieux.....</i>	18
8.6	GESTION DES DECHETS.....	18
8.7	NETTOYAGE DU CHANTIER.....	19
8.8	SUIVI DU CHANTIER PAR LE MAITRE D'ŒUVRE	20
8.9	REUNION DE CHANTIER.....	20



1. GENERALITES

1.1 OBJET DE L'OPÉRATION

La présente opération a pour objet la rénovation énergétique du Palais de Justice de Narbonne.

Les travaux seront réalisés sur l'ensemble du Bâtiment du Tribunal Judiciaire situé au 19 bd. Général de Gaulle 11100 NARBONNE.

1.2 PRÉSENTATION DU BÂTIMENT

Le bâtiment est constitué par un socle sur la hauteur des niveaux sous-sol à R+1 et deux ailes sur la hauteur des R+2 et R+3.

Le bâtiment existant est constitué par :

- Un niveau de sous-sol général à usage d'archives et de locaux techniques.
- Un niveau RdC bas général à usage de parking et locaux divers.
- Un niveau RdC haut général à usage, d'accueil, bureaux, salles d'audiences et locaux annexes.
- Un niveau R+1 général à usage de bureaux.
- Un niveau R+2 décomposé en deux ailes à usage de bureaux.
- Un R+3 décomposé en deux ailes à usage locaux technique d'une part et d'une salle de réunion et détente d'autre part.

La structure du bâtiment est en béton armé et structure métallique. Les façades sont constituées par une vêtue en béton et des ensembles en menuiserie métallique, les toitures terrasses (accessibles et inaccessibles) sont constituées par une étanchéité avec protection par dalles sur plots.

1.3 OBJET DU DOCUMENT

Le présent document a pour objet de déterminer le cadre du projet et d'en fixer les modalités techniques de réalisation des travaux en tenant compte de normes françaises, européennes et DTU en vigueur.

Les articles qui vont suivre ne sont qu'indicatifs donc nullement limitatifs, il faut comprendre par là qu'une omission dans l'énumération ne saurait en aucun cas dégager la responsabilité de l'entreprise.

L'entrepreneur doit l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des travaux.

L'entrepreneur devra se rendre sur place, pour se rendre compte par lui-même, des travaux à réaliser.

1.4 CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les travaux du présent lot comprendront notamment :

- Travaux en local Chaufferie et Groupe Froid
- Circuits Distribution Batteries CTA
- Chauffage / Climatisation à détente directe
- Chauffage Sanitaires et escaliers
- Gestion Technique Bâtiment
- La réalisation des trémies intérieures dans les planchers béton.
- la réalisation d'une cour anglaise au droit du parvis.
- la réfection du parvis.
- les travaux d'adaptation de l'enveloppe de l'édicule technique existant en toiture du bâtiment.
- la fourniture et la pose des ouvrages de serrureries pour réalisation d'une cour anglaise.
- etc ...



1.5 LISTE DES INTERVENANTS

La maîtrise d'ouvrage :

MINISTERE DE LA JUSTICE

SG/DIR SG SUD

Département Immobilier de Toulouse

1 Place EMILE Blouin– CS 20009

31952 Toulouse cedex 9

La maitrise d'œuvre :

ISOEDRE (BET - Economiste)

ZI Croix Sud

6 rue René PANHARD

11100 NARBONNE

Téléphone : 04.68.42.57.45

Courriel : contact@mbingenierie.fr

AADE (Architecte)

2 rue Ricciotti

34500 BEZIERS

Téléphone : 04.67.21.81.19

Courriel : secretariat@aade-architectes.fr

PIALOT-ESCANDE (BET Acoustique)

3 rue Lakanal

34090 Montpellier - ☎ 04 99 23 06 61

Courriel :contact@pialot-escande.fr

CAPRIONIS (BET réemploi matériaux)

8 rue des Hermès

34090 Montpellier - ☎ 06 83 42 18 05

Courriel :m.mutel@caprionis.com

2. PRESENTATION DU MARCHE

2.1 LOTS

Cet appel d'offre comporte trois (3) lots, définit comme suit :

- Lot 01 – Plomberie – Chauffage – Ventilation – Electricité
- Lot 02 – Maçonnerie
- Lot 03 – Serrurerie

Le titulaire des installations de chantier est le lot 01 – Plomberie – Chauffage – Ventilation – Electricité.



2.2 TRANCHES ET PHASES D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

2.2.1 Planning prévisionnel des travaux

Un planning prévisionnel des travaux est joint au dossier de consultation des entreprises (DCE).

Les travaux seront réalisés en une seule tranche et plusieurs phases.

Le délai imparti est de 8 mois pour la réalisation de l'ensemble du programme y compris 2 mois de préparation. Ce délai inclut les périodes de congés payés et les périodes mises à disposition des locaux entre phases.

Des pénalités de retard conformément au CCAP seront appliquées pour tout dépassement.

2.2.2 Ordre d'avancement

Chaque entreprise fournira pendant la période préparatoire du chantier le calendrier définitif des travaux, qui devra s'inscrire dans le délai global du maître d'ouvrage.

Le calendrier des travaux sera d'un suivi régulier par l'OPC.

La mission OPC est assurée par la Maîtrise d'œuvre.

Le planning devra faire l'objet d'une validation de la part du maître d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre.

Dans tous les cas, l'avancement devra être régulier et constant. L'avancement se fera par zone déterminée pour éviter tout étalement des intervenants sur la résidence (parties communes et privatives).

2.2.3 Phasage des travaux

Les travaux seront réalisés suivant le phasage prédéfini en annexe au dossier de consultation.

Le phasage sera confirmé pendant la période de préparation en prenant en compte les impératifs de fonctionnement de l'établissement.

2.3 DÉROULEMENT DES TRAVAUX

2.3.1 Ordre d'avancement

Chaque Entreprise fournira pendant la période préparatoire du chantier le calendrier définitif des travaux, qui devra s'inscrire dans le délai global du maître d'ouvrage.

Le planning devra faire l'objet d'une validation de la part du maître d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre.

Dans tous les cas, l'avancement devra être régulier et constant. L'avancement se fera par zone déterminée pour éviter tout étalement des intervenants.

2.4 DÉLAI D'EXÉCUTION ET DE RÉCEPTION DES TRAVAUX

2.4.1 Délai d'exécution

Le délai d'exécution du marché débute à compter de la date figurant sur l'ordre de service.

Les travaux devront commencer dès réception de l'ordre de service et être terminés dans le délai imparti comme prescrit dans l'acte d'engagement (y compris période de congés payés, réception et reprises éventuelles).

2.4.2 Délai de réception

Le marché fera l'objet d'une réception unique.

La date limite d'exécution des travaux tient compte des délais de réception et de reprises éventuelles.

La maîtrise d'ouvrage assistée de la maîtrise d'œuvre procèdera à la réception des travaux.

Des OPR seront établies à la fin de chaque phase de travaux. Une réception définitive sera effectuée à la fin des travaux.



3. DOCUMENTS

3.1 DOCUMENTS TECHNIQUES APPLICABLES AU MARCHÉ

Les fascicules du Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) en vigueur à la date de la remise de l'acte d'engagement

Les CCTP et ses annexes

Les documents énoncés dans le CCAP

Les documents publiés par le CSTB et relevant de la procédure de l'avis technique

Les documents cités dans chaque CCTP du lot concerné

3.2 PLANS DE PRINCIPES JOINTS AU MARCHÉ

Les plans annexés au CCTP sont des plans de principe établis par le groupement de maîtrise d'œuvre.

Chaque entrepreneur assurera auprès de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre la diffusion des plans définitifs d'atelier et de chantier, réalisés par ses soins et validés par la maîtrise d'œuvre.

Ces plans devront impérativement être fournis à la maîtrise d'œuvre pour acceptation dans les quinze jours ouvrables suivant la signature des marchés.

3.3 PIÈCES À FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR

3.3.1 Pendant la période de préparation

PPSPS, à fournir après inspection commune obligatoire avec le SPS

Échantillons, produits et matériaux tels que définis dans les différents CCTP

Echantillons, fournitures y compris les délais de fabrication ou commandes prévisionnelles.

3.3.2 Plans d'atelier et chantier

Chaque Entrepreneur fournira à la maîtrise d'œuvre en 3 exemplaires le dossier plans d'atelier et chantier, pendant la phase préparatoire des travaux. Ce document comprendra :

- Copie des Avis Techniques pour tous les ouvrages qui y sont soumis, et des comptes rendus d'essai, labels ou certifications de qualité
- Notes de calculs. Toutes les notes de calculs seront établies par un bureau d'études, à la charge de l'entreprise, et sous sa responsabilité. En cas de nécessité, les notes de calculs pourront être demandées par la maîtrise d'œuvre et le bureau de contrôle en triple exemplaire.
- Plans d'atelier et de chantier des ouvrages à réaliser ainsi que les plans de détails et schémas. Tous les plans de fabrication seront établis par un bureau d'études, à la charge de l'entreprise et sous sa responsabilité. Les plans devront être remis à la maîtrise d'œuvre et au bureau de contrôle en triple exemplaire, 15 jours ouvrables suivant la signature des marchés, pour permettre leur examen approfondi et, éventuellement des modifications, sans pour cela gêner la marche du chantier. Faute de quoi, l'entrepreneur subira toutes les conséquences du retard qu'il aura pu provoquer pour lui-même, et par voie de conséquence.
- Comptes rendus d'essais et labels exigés
- Dossier technique prévu à chaque lot
- Copie des documents administratifs nécessaires (DICT, occupation de voirie, etc.)

3.3.3 Dossier des Ouvrages Exécutés

En complément aux pièces énumérées au CCAG, l'entrepreneur fournira à la maîtrise d'ouvrage le Dossier des Ouvrages Exécutés, après achèvement des travaux dans un délai de sept (7) jours après la réception des travaux. Ce document comprendra :

- L'ensemble des plans de recollement, de détails, etc.
- L'ensemble de la documentation technique des matériels et des produits mis en œuvre
- L'ensemble des notices, des modes d'emploi ou d'entretien des matériels installés et/ou des matériaux mis en œuvre

Ces documents seront remis en 2 exemplaires papiers et 2 USB.



4. CONTROLE TECHNIQUE

La Maîtrise d'ouvrage est assistée d'un contrôleur technique.

5. ESSAIS ET CONTROLES

La nature des envois et contrôles est définie dans le CCTP.

6. MARQUES ET MODELES DES PRODUITS A METTRE EN ŒUVRE

Afin de respecter le principe de libre concurrence, l'entreprise est libre de proposer les produits de son choix pour autant qu'ils soient notoirement connus et reconnus et répondent aux impératifs techniques des pièces écrites (CCTP).

Si ces produits ne paraissent pas correspondre aux exigences techniques et/ou esthétiques du présent CCTP, le maître d'œuvre se réserve le droit de les refuser.

Cependant, il ne sera retenu qu'un seul fabricant de produits par types d'ouvrages pour l'ensemble des travaux, dans le cas contraire les produits et marques préconisés dans les documents seront réputés acceptés par l'entreprise qui sera retenue.

L'entrepreneur devra indiquer dans son offre de prix la marque commerciale des produits proposés.

L'entrepreneur devra fournir toutes les fiches techniques et documentations de ces produits.

Toutefois, dans un strict but de rationalisation et d'économie, le maître d'ouvrage se réserve le droit de choisir certains produits.

Toutefois, les produits et matériaux à mettre en œuvre au présent marché, devront être compatibles avec les produits et matériaux en place dans le bâtiment existant en termes d'entretien, maintenance et nettoyage.

7. RESPONSABILITES DE L'ENTREPRENEUR

7.1 RECONNAISSANCE DES LIEUX

Chaque Entrepreneur a admis s'être rendu compte sur place de la disposition des lieux, des possibilités d'accès et de toutes sujétions pouvant influencer sur les prix unitaires y compris les mesures de sécurité et de protection nécessaires aux personnels du chantier.

L'entrepreneur reconnaît avoir visité les lieux et demandé tous les renseignements nécessaires à l'élaboration de son offre.

Dans cette hypothèse, l'entreprise pourra prendre contact avec la maîtrise d'ouvrage.

7.2 MÉTRÉS

Les relevés estimatifs, s'ils sont fournis, ne sont donnés qu'à titre indicatif. Ils ne sont ni limitatifs ni contractuels. Il appartient à l'entrepreneur de les vérifier avant la remise de son offre.

Dans tous les cas, après l'ouverture des plis, il ne sera acceptée aucune modification du quantitatif, en plus.

Il est signalé que la DPGF contient deux colonnes pour le quantitatif. L'entrepreneur prendra la responsabilité des quantitatifs notés dans la colonne le concernant.

Cependant l'entrepreneur devra l'intégralité des prestations décrites dans le CCTP et nécessaires au parfait achèvement de son œuvre selon les règles de l'art.

Il ne pourra faire valoir aucune réclamation ni n'exercer aucun recours auprès ou contre le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.

Les offres des entrepreneurs titulaires de chaque lot doivent comprendre pendant toute la durée du chantier :

- 1) La réfection des ouvrages défectueux constatés soit en cours d'exécution, soit à la réception.
- 2) La mise hors chantier immédiate des matériaux ou éléments préfabriqués défectueux ou refusés par le Maître d'Œuvre.
- 3) Frais d'essais
- 4) Les sujétions dues à la présence d'autres corps d'état sur le chantier.

- 5) La protection des arêtes et saillies contre les épaufrures.
- 6) La fourniture d'échantillons et modèles d'appareillages
- 7) L'implantation de ses ouvrages.
- 8) En règle générale, tous travaux ou dispositions imposées par le Bureau de Contrôle et nécessaires à la mise en conformité des ouvrages avec les règlements en vigueur,
- 9) Le nettoyage au fur et à mesure de son chantier et l'évacuation des gravats et emballages afférents,
- 10) Toutes pièces et sujétions de fixation et de montage,
- 11) Echafaudages et moyens de levage nécessaires à ses propres travaux.

7.3 LIMITES DE PRESTATIONS

Chaque Entrepreneur est réputé être un professionnel averti.

De ce fait, l'entrepreneur titulaire doit l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages décrits dans le CCTP. Il ne pourra se prévaloir d'une quelconque omission ou imprécision dans le CCTP pour ne pas avoir prévu ou proposé dans le prix de caractère forfaitaire, tout dispositif, appareil ou accessoire non mentionné, mais nécessaire ou susceptible de contribuer à renforcer la sécurité, faciliter l'entretien, l'exploitation ou améliorer le rendement.

A cet effet, l'entrepreneur prendra connaissance des descriptifs et des plans pour qu'aucune prestation ne soit omise.

Les offres sont considérées comme forfaitaires, elles comprendront : les fournitures, le montage, les essais et la mise en service des installations livrées en ordre de marche et réalisées selon les règles de l'art et de la réglementation en vigueur. Elles seront accompagnées éventuellement des remarques de l'entrepreneur, des désignations, qualifications et références des sous-traitants.

Les ouvrages seront réalisés avec du matériel neuf, de la meilleure qualité, posés avec tous les soins nécessaires, dans les conditions requises et selon les règles de l'Art.

Aucune substitution d'appareils ou de matériel prévu et agréé ni modification des emplacements ne seront tolérées, sauf cas de force majeure, mais après autorisation écrite du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage.

L'entrepreneur titulaire exécutera, comme dans ses prix, sans exception ni réserve, tous les travaux nécessités par sa profession et qui sont indispensables pour l'achèvement complet de son marché.

En conséquence, l'entrepreneur ne pourra jamais arguer que des erreurs ou omissions aux CCTP ou aux plans, ou à son devis puissent le dispenser d'exécuter tous les travaux de son corps d'état, ou fassent l'objet d'une demande d'augmentation de prix.

Tous les matériaux et travaux présentant des défauts seront refusés et toutes les conséquences de ce refus (démontage, enlèvement, raccords, retards, remplacement, etc.) seront imputées à la charge de l'entreprise défaillante. Pour ce qui concerne les matériaux ou les procédés de mise en œuvre non traditionnels, une approbation devra être demandée au maître d'œuvre après essais faits suivant la demande. Les frais de ces essais seraient supportés par l'entreprise.

7.4 MODÈLE ET TEINTE DES MATÉRIAUX, DES PRODUITS RETENUS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Le modèle et la teinte des matériaux des produits décrits dans les CCTP et proposés par l'entrepreneur seront choisis définitivement et conjointement par le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre lors de la phase préparatoire des travaux. A cet effet, il sera organisé une réunion de présentation des échantillons pendant la phase préparatoire des travaux à l'initiative du maître d'ouvrage.

Lors de cette réunion, l'ensemble des entreprises fournira les échantillons nécessaires pour permettre au maître d'ouvrage de faire son choix.

Cependant, dans son offre de prix, l'entrepreneur devra obligatoirement mentionner le prix unitaire de la fourniture du matériau ou du produit concerné.

Ce prix permettra au maître d'ouvrage de pouvoir changer de modèle tout en ayant un prix de base.

Toute exécution de travaux sera conditionnée par l'approbation des échantillons après modifications et mises au point éventuel.

7.5 APPROVISIONNEMENT DES PRODUITS ET DES MATÉRIAUX

Afin d'éviter tout problème de nuances de couleurs dues aux différentes fabrications, l'entrepreneur anticipera ses commandes, au moins zone de travaux par zone de travaux.

Dans tous les cas, l'entrepreneur sera tenu pour responsable des éventuels problèmes esthétiques liés à des différences de nuances entre les différents approvisionnements.

La maîtrise d'œuvre fera reprendre par l'entreprise concernée toutes les zones présentant des différences de nuance.

L'entrepreneur concerné ne pourra prétendre à aucun dédommagement de la part de la maîtrise d'ouvrage ou de la maîtrise d'œuvre pour les travaux supplémentaires occasionnés par ces reprises.

7.6 VARIANTES TECHNIQUES

Les variantes ne sont pas autorisées.

7.7 VÉRIFICATION DES PLANS – MALFAÇONS - VÉRIFICATION DES DIMENSIONS

7.7.1 Vérification des plans

Avant le commencement des travaux, l'entrepreneur est tenu de vérifier les plans et schémas de principe et de signaler au Maître d'œuvre toutes erreurs ou omissions qu'il pourrait constater ou de le rendre attentif à tout changement qui serait éventuellement à opérer. Il sera responsable des conséquences que pourrait entraîner l'inobservation de cette obligation.

L'entreprise s'assurera par une étude personnelle de la conformité du projet aux lois, réglementations, normes, documents techniques, etc.

7.7.2 Malfaçons

L'entrepreneur est tenu de signaler en temps opportun toutes malfaçons dans les travaux des autres corps d'état qui seraient de nature à lui créer des difficultés dans l'exécution de ses propres ouvrages et de l'obliger à un supplément de fourniture ou de travaux.

Faute par lui de se conformer à cette obligation, le Maître d'œuvre pourra le déclarer responsable ou lui faire partager la responsabilité de cette malfaçon avec l'entrepreneur ayant exécuté un travail défectueux, et de lui faire supporter tout ou partie des frais nécessités par la reprise des ouvrages non conformes.

7.7.3 Vérification des dimensions des ouvrages à remplacer et à réaliser

Les cotes et dimensions d'ouvrages à remplacer et à réaliser figurant sur les documents techniques (CCTP) et/ou sur les plans sont données à titre strictement indicatif et non contractuel.

L'entrepreneur est contractuellement réputé avoir, avant la remise des offres, procédé sur le site au contrôle des dimensions des ouvrages.

7.8 ACCEPTATION DES TRAVAUX ANTÉRIEURS

L'entrepreneur titulaire devra veiller à ce qu'une parfaite coordination soit assurée en temps utile.

Avant de procéder à l'exécution de ses travaux, l'entrepreneur titulaire devra procéder à un examen des ouvrages réalisés, et présenter, s'il y a lieu, ses réserves.

La réalisation des travaux vaudra l'acceptation de l'état apparent des ouvrages par l'entrepreneur réalisant les travaux postérieurs, qui demeurera seul responsable si les supports se révèlent impropres ou mal adaptés à la réalisation des travaux postérieurs.

En cas de contestation, les ouvrages litigieux seront remis en état par les entrepreneurs concernés, puis vérifiés et acceptés par l'entrepreneur contestant l'état de l'ouvrage.

7.9 MÉTHODOLOGIE D'INTERVENTION SUR LES OUVRAGES AMIANTÉS

Dans le cadre de ces travaux et selon diagnostic amiante joint au DCE, il est prévu la dépose et l'évacuation d'ouvrages amiantés.

L'entreprise devra prévoir un mode opératoire conformément à la réglementation d'amiante en vigueur et respecter les prescriptions des organismes tels que CARSAT, DIRECCTE, etc. L'ensemble des frais engendré par le retrait sont à la charge de l'entreprise.

En ce qui concerne les travaux en présence d'amiante, l'entreprise devra fournir dès la phase appel d'offres son mode opératoire. La priorité est donnée au processus déjà validé par les services compétents.

Le présent cahier des charges donne, à titre indicatif, la sous-section dans laquelle les travaux concernés devront être réalisés. Cette indication ne saura se soustraire à l'avis et aux préconisations des services compétents.

Toutes modifications apportées par les préconisations de ces derniers aux indications données dans les cahiers des charges ne pourront être imputé à la maîtrise d'œuvre.

Dans tous les cas, si le processus est annulé ou refusé, l'entreprise aura à sa charge de prendre toutes les dispositions pour répondre aux nouvelles exigences.

7.10 MISE HORS D'EAU EN DEHORS DE TRAVAUX DES BÂTIMENTS

Quelle que soit la phase de travaux en cours, les bâtiments devront être hors d'eau, hors la présence de l'entreprise.

Il lui appartient, lorsqu'elle quitte le chantier, pour quelque durée que ce soit, de veiller à ce que les éléments nouvellement posés soient étanches ou de veiller à la mise en œuvre d'éléments de chantier provisoires (réalisés au frais de l'entreprise) pour éviter tout sinistre dans le bâtiment.

8. PRESCRIPTIONS GENERALES D'EXECUTION

8.1 RESPONSABILITÉS DU LOT PRINCIPAL ET DES ENTREPRISES

L'entreprise désignée comme le lot principal est le lot 01 – Plomberie – Chauffage – Ventilation - Electricité.

Les responsabilités du lot principal sont :

- Amené, repli, organisation, gestion et nettoyage des installations de chantier
- La fourniture et pose du panneau de chantier selon le modèle qui sera fourni par le maître d'ouvrage
- Gestion des exigences du SPS (base de vie, plan de circulation, plan d'installation, etc.)
- Gestion du compte prorata notamment pour les consommations d'eau et d'électricité

Toutes ces responsabilités font partie intégrante de l'offre de l'entreprise du lot principal. Ces prestations ne seront pas impactées au compte prorata.

Toutes les pénalités dues à une mauvaise tenue du chantier, responsabilités des entreprises en cas de vol, de dégradations, de problèmes divers, nécessitant l'intervention d'un tiers sur ordre de la maîtrise d'ouvrage, seront facturés aux entreprises par l'intermédiaire du compte prorata.

Néanmoins, chaque entreprise a la responsabilité de veiller à la bonne tenue du chantier et des installations collectives.

8.2 INSTALLATIONS DE CHANTIER & COMPTE PRORATA

8.2.1 Compte prorata

On appellera par la suite indifféremment compte prorata ou dépenses d'intérêt commun.

Toutes les entreprises cotiseront de façon proportionnelle au montant de leur marché de base au compte prorata, qu'elles sous-traitent une partie de leurs travaux ou pas, qu'elles utilisent ou pas les installations communes.

Le compte prorata sera régi suivant les dispositions de la norme NFP 03-001 dernière édition [hors dérogations particulières décrits dans les CCTP](#), qui prévaudront sur la norme.

Le compte prorata sera géré par l'entreprise titulaire des installations de chantier.

Une convention de compte prorata sera établie par l'entreprise titulaire des installations de chantier, validée par les différents corps d'état.

Les spécifications particulières des dépenses d'intérêt commun sont les suivantes :

PRESTATIONS	ACTIONS	IMPUTATIONS
Branchements provisoires de base vie : <ul style="list-style-type: none"> - Branchement EU - Branchement Eau (compris démarches concessionnaire) - Branchement Electrique (compris démarches concessionnaire) 	Lot n°1 Lot n°1 Lot n°1	Lot n°1 Lot n°1 Lot n°1
Consommations de la base vie : <ul style="list-style-type: none"> - Consommation Eau - Consommation Electrique 		Compte prorata Compte prorata
Aménagements de la base vie : <ul style="list-style-type: none"> - Travaux nécessaires à la mise en service - Remise en état des lieux 	Lot n°1 Lot n°1	Lot n°1 Lot n°1
Installations communes d'hygiène : réfectoire / vestiaires / sanitaires <ul style="list-style-type: none"> - Installation / aménagement / mise en service - Fourniture du mobilier et des équipements - Location - Entretien - Nettoyage 	Lot n°1 Lot n°1 Lot n°1 Lot n°1 Lot n°1	Lot n°1 Lot n°1 Lot n°1 Compte prorata Compte prorata
Fontaine à eau : <ul style="list-style-type: none"> - Installation - Entretien et approvisionnement 	Lot n°1 Lot n°1	Lot n°1 Lot n°1
Trousse de premier secours	Lot n°1	Lot n°1
Coffrets électriques de chantier <ul style="list-style-type: none"> - Installation - Consommations 	Lot n°01 -	Lot n°01 Compte prorata
Panneau de chantier	Lot n°1	Lot n°1
Nettoyage (compris bennes spécifiques et évacuation des déchets) Benne commune si nécessaire	Chaque Lot Lot n°1	Chaque Lot Compte prorata
Nettoyage de réception (ensemble des locaux dans l'emprise des travaux hors installations de chantier)	Lot n°1	Lot n°1

8.2.2 Installation de chantier

Voir PGC du coordonnateur SPS.

Considérant la nature des travaux à réaliser, il sera mis en place une installation de chantier commune. La prestation comprend l'amenée et l'enlèvement des matériels et matériaux, les différents frais de voirie, protection des réseaux... etc.

L'accès aux zones de chantier se fera uniquement par les escaliers existants suivant le phasage prédéfini en accord avec les différents services de l'établissement.

Ces escaliers seront maintenus comme issue de secours pour les niveaux restants en activité et devront en conséquence rester libre de tout ouvrage.

Une signalétique spécifique sera adaptée pour chacune des phases de travaux, comprenant notamment « chantier interdit au public », « zone en activité interdit au chantier », « issue de secours ne pas encombrer », ...

La base vie sera aménagée sur la voirie existante en pied de bâtiment et adaptée suivant nécessités pour la réalisation des travaux TCE.



Les accès par les ascenseurs seront limités et réglementés, en cas de strict nécessité pour l'usage du chantier (approvisionnements et évacuations des gravois ne pouvant être gérés manuellement).

L'approvisionnement des matériaux sera effectuée quotidiennement pour chaque phase de travaux.

Aucun stockage ne sera toléré dans les dégagements et locaux en service.

Le Titulaire des installations de chantier devra toutes les sujétions de protection collective et pour la mise en place d'un treuil adapté pour l'ensemble des corps d'état.

Le Titulaire des installations de chantier devra notamment pour chacune des phases :

- L'aménagement de la base vie avant la phase de travaux.
- La signalétique.
- Les déplacements éventuel et les protections des mobiliers de bureau.
- L'entretien pendant la durée de la phase de travaux.
- Les adaptations suivant les travaux de la phase de travaux.
- Le repli et la remise en état des locaux à la fin de la phase de travaux.

L'accès au chantier se fera depuis l'issue au niveau du rez de chaussée bas au droit de la rue d'Alger.

L'Entreprise devra toutes les sujétions pour maintenir en fonctionnement, la bonne fermeture et le contrôle d'accès de cette porte.

Suivant le phasage des travaux, les approvisionnements pourront être réaliser par le sous-sol suivant une méthodologie prédéfinie avec les utilisateurs.

Le sanitaire existant au droit des files D et 13 au niveau du rez de chaussée bas pourra être mis à disposition.

L'Entreprise devra toutes les sujétions de remise en état en fin de travaux. Un état des lieux contradictoire sera effectué avant et après travaux. Toutes dégradations constatées seront reprises à la charge de l'Entreprise titulaire des installations de chantier.

Dans le cas d'un chantier d'une **durée égale ou supérieure à 4 mois** :

- Vestiaire et lavabos installés dans un local spécial à proximité du passage des travailleurs selon les articles R4228-2, R4228-3, R4228-4 et R4228-5 du code du travail (installations séparées si personnel mixte, chauffées, éclairées, maintenues en état constant de propreté, aérées conformément aux articles R4222-4 à R4222-10, R441-149 et R.441-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail, etc...) Si le vestiaire et les lavabos sont dans locaux séparés, la communication entre eux doit se faire sans passer par l'extérieur ni par les lieux de travail et de stockage.
- Autre vestiaire doté de chaises, d'armoires individuelles ininflammables à double compartiments et munies de serrure ou cadenas selon l'article R4228-6 du code du travail
- Lavabos selon l'article R4228-7 du code du travail (1 unité pour 10 travailleurs, moyens de nettoyage, etc...),
- 1 cuvette WC et 1 urinoir pour 20 salariés selon les articles R4228-10 à R4228-15 et R4534-144 du code du travail (chauffage en saison froide, sols et parois imperméables et facilement nettoyables, portes pleines munies d'un loquet intérieur décondamnable de l'extérieur, évacuation des effluents conformes aux règlements sanitaires, absence de dégagement d'odeurs et aération conforme aux articles R4222-4 à R4222-10, R441-149 et R441-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail, 1 cabinet au moins équipé d'un point d'eau, installations séparées en cas de personnel mixte)
- La mise à disposition de 3 litres par jour et par travailleur d'eau potable et fraîche pour la boisson selon les articles R4534-143 et R.4225-2 du code du travail)
- Réfectoire : obligatoire si des travailleurs prennent leur repas sur le chantier selon l'article R4534-142 du code du travail (tables et chaises en nombre suffisant, réchaud, garde-manger, frigo si possible, etc...)
- Les lieux de travail sont équipés d'un matériel de premiers secours adapté à la nature des risques et facilement accessible. Ce matériel doit faire l'objet d'une signalisation par panneaux conformes aux dispositions prévues par l'article R4224-24 du code du travail (articles R4224-14 et R4224-23 du code du travail).
- Dans chaque chantier occupant vingt personnes au moins pendant plus de quinze jours où sont effectués des travaux dangereux, un membre du personnel doit avoir reçu obligatoirement l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence (article R4224-15 du code du travail).

L'entreprise principale aura à sa charge le nettoyage des installations de chantier aussi souvent que nécessaire, à minima 2 fois par semaine et qui seront maintenues dans un état constant de propreté.

Les branchements en eau, électricité et aux réseaux d'eaux usées sont à la charge de l'entreprise principale. Si des travaux de voirie sont nécessaires au raccordement des WC, ces derniers seront à la charge de l'entreprise principale.

L'entreprise en charge du lot principal aura à sa charge de gérer l'ouverture des compteurs (abonnements eau, électricité et gaz), assurances et sera le responsable des lieux.

L'entreprise du lot principal mettra en place l'ensemble des installations de chantier et en donnera accès à toutes les entreprises.

Lors d'une réunion préparatoire de chantier, le SPS en relation avec la maîtrise d'ouvrage et d'œuvre décidera de l'emplacement de ces équipements.

A la fin du chantier, l'entreprise principale devra la remise en état de la zone d'installation de chantier.

Les prescriptions du guide des bonnes pratiques COVID 19 de l'OPP BTP sont à mettre en œuvre sur le chantier.

8.2.3 Conteneur de stockage

Voir PGC du coordonnateur SPS.

Chaque entreprise aura à sa charge les démarches auprès de l'urbanisme et supportera les frais afférents.

Toutes les installations devront être contenues par des clôtures de chantier et l'ensemble sera fermé.

A déclarer dans le plan d'installation de chantier.

8.2.4 Benne à déchets

Voir PGC du coordonnateur SPS.

Chaque jour et en cours de chantier, les gravats, les déchets seront stockés dans une benne en un lieu décidé au début des travaux.

Chaque entreprise prendra à sa charge la mise en place d'une benne à déchet selon ses besoins.

L'entretien des bennes sera effectué régulièrement de manière à ce que la propreté du chantier soit conservée.

Chaque soir les bennes seront couvertes afin d'éviter leurs utilisations par des personnes externes au chantier.

Les frais relatifs à cette benne à déchets (location, transport, démarches administratives, etc.) sont inclus dans le devis de base.

Aucun stockage sauvage de déchets ou de gravats ne sera toléré sur le chantier et ses abords.

Toutes les bennes devront être contenues par des clôtures de chantier et l'ensemble sera fermé.

L'entreprise devra procéder à l'évacuation des bennes à déchets si interruption de son intervention supérieure à 5 jours.

8.2.5 Disposition électrique et eau

Voir PGC du Coordinateur SPS.

L'entreprise devra sur chaque zone d'intervention selon les besoins :

- Un point d'eau
- Un point d'alimentation électrique

Les raccordements feront l'objet de demande particulière de l'entreprise en charge du lot principal au fournisseur de la ville pour une alimentation temporaire pour les travaux.

Le point d'eau devra être manipulable seulement par les entreprises – robinet à clé.

Le point d'alimentation électrique comportera au moins quatre prises et un arrêt coup de poing.

L'entreprise aura à sa charge tous les frais de branchements, raccordements et de consommations.

Lors d'une réunion préparatoire de chantier, le SPS, en relation avec la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre, décidera de l'emplacement de ces équipements.

8.2.6 Panneaux de chantier

L'entreprise en charge du lot principal devra la fourniture et la mise en place d'un panneau de chantier et d'un panneau de communication.

Le modèle et la dimension du panneau, ainsi que la dimension des caractères seront fournis, avant le début des travaux, par la maîtrise d'ouvrage (dimensions approximatives = 2.00m x 4.00 m).



Leurs emplacements seront décidés par la maîtrise d'ouvrage et d'œuvre lors de la phase préparatoire des travaux. Leur mise en place se fera avant le début des travaux.

L'entreprise devra se soumettre au modèle fourni par le maître d'ouvrage.

Le panneau de chantier fera apparaître :

- Le nom du projet
- La nature et le montant des travaux réalisés
- Le nom, les coordonnées et le logo de la maîtrise d'ouvrage
- Le nom, les coordonnées et le logo de la maîtrise d'œuvre
- Le nom et les coordonnées des entreprises titulaires et sous-traitantes
- Le n° et la date de l'autorisation de travaux accordée par la Mairie (si nécessaire)

L'entreprise réalisera une maquette à soumettre au maître d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre avant fabrication pour validation, durant la période préparatoire.

8.2.7 Clôture de chantier

Réalisée en Barrières type HERAS conformes (qualité, hauteurs, etc...) aux exigences du maître d'ouvrage. L'ensemble sera auto stable et soumis aux contrôles du coordonnateur sécurité, des remarques duquel l'entreprise devra tenir compte. La mise en œuvre des colliers anti-vandalisme entre chaque élément est requise.

L'accès au chantier se fera obligatoirement par un portail métallique avec verrouillage par cadenas.

La clôture devra présenter une hauteur minimale de 2,00 m.

Cette prestation comprend également l'entretien de la clôture durant toute la durée du chantier, le balisage, l'éclairage, les passerelles de protection des piétons, la signalisation, les mesures de régulation et de canalisation du trafic piéton suivant les autorisations des services de la ville.

8.3 ENCADREMENT TECHNIQUE

Chaque entreprise devra disposer d'un personnel d'encadrement. Ce dernier répondra aux exigences décrites ci-dessous selon le niveau défini par les conventions collectives nationales du bâtiment et des travaux publics correspondants :

- Chef de chantier Niveau : ETAM G
- Conducteur de travaux Niveau : Positon B coefficient 10

Dans le cas contraire, une tierce personne mandatée par l'entreprise aura cette charge. La présence de cette personne sera également requise en permanence sur la résidence.

L'entreprise devra durant la période de préparation fournir tous les documents nécessaires à la justification des compétences des personnes associées aux différents postes.

8.4 ACCÈS, ÉVACUATIONS ET PROTECTIONS

Voir PGC du coordonnateur SPS.

Les accès à l'intérieur de l'établissement seront prédéfinis pendant la période de préparation en coordination avec les services techniques et administratifs de l'établissement.

Compte-tenu de la nature de l'établissement, certaines zones seront accessibles avec des contraintes spécifiques (locaux "archives et scellés", "détention provisoire", "locaux détenus", ...). Les interventions dans les locaux spécifiques seront réalisés avec la présence d'un agents et éventuellement planifiés en dehors des heures de fonctionnement de l'établissement.

L'accès pour les interventions dans les niveaux d'infrastructure (sous-sol et RdC bas) pourra se faire depuis l'accès au parking depuis la rue. Suivant les nécessités, il sera mis en place la neutralisation partielle ou totale du parking.

Ces neutralisations seront adaptées au plus juste (emprise et durée) suivant les besoins du chantier.

Un planning spécifique de demande d'occupation et de neutralisation sera établi pendant la période de préparation du chantier.

Pour les interventions en sous-sol, l'Entreprise titulaire des installations de chantier devra toutes les dispositions nécessaires pour l'ouverture de la trappe de liaison existante en plancher bas du parking.

Pour les interventions ponctuelles en toiture, l'Entreprise titulaire des installations de chantier devra mettre en œuvre toutes les dispositions nécessaires pour la sécurité des ouvriers et les moyens de levage adaptés pour les approvisionnements et évacuations des matériels et matériaux.

L'Entreprise titulaire des installations de chantier devra la remise en état de l'ensemble des locaux et ouvrages impactés par les évacuations et approvisionnements.

8.4.1 Accès des matériaux et évacuation des déchets

Pour permettre la bonne réalisation des travaux, l'entrepreneur titulaire aura à sa charge la mise en place des dispositifs tels que, pour l'approvisionnement des matériaux et des produits, grue potence, monte matériaux, treuils, etc. et pour l'évacuation des déchets et des gravats, goulottes, seaux, etc.

L'entrepreneur titulaire aura à sa charge toutes les dépenses liées au transport, à la location, à la mise en place et au démontage de ses dispositifs d'accès et d'évacuation cités ci-dessus.

Ces dispositifs devront correspondre à la réglementation en vigueur et permettre aux personnels les utilisant de travailler sur toute la zone sans risque et sans acrobatie.

Ils devront être également conformes aux recommandations de la CRAM et de l'OPPBTP, notamment :

- FICHE C3 B 01 de l'OPPBTP : appareils de levage
- FICHE C3 F 01 de l'OPPBTP : vérification des équipements de travail utilisés pour le levage des charges, l'élévation des postes de travail, le transport en élévation des personnes
- FICHE C3 F 07 de l'OPPBTP : petites installations de levage motorisées à charges non guidées
- FICHE C3 M 06 87 de l'OPPBTP : les monte-matériaux de chantier
- FICHE C3 M 09 90 de l'OPPBTP : les grues potences de terrasses
- Et tout document non précisément mentionné mais régissant ce type d'ouvrage.

Dans tous les cas, les principes généraux de prévention devront être scrupuleusement respectés.

Les dispositifs fixés sur les différents ouvrages de la construction (acrotères, façade, etc.) ne devront pas dégrader ces ouvrages. L'entreprise aura à sa charge les reprises esthétiques nécessaires.

Dans le cas de dégradation partielle ou intégrale d'un ouvrage, l'entrepreneur responsable devra la restauration de cet ouvrage à ses frais.

Ces différentes recommandations ont pour but de fixer les conditions minimums de sécurité. Cependant, l'entrepreneur devra respecter l'ensemble des mesures de sécurité applicables à la date de la réalisation des travaux. En aucun cas le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre ne sont habilités à réceptionner les équipements mis en place.

Suivant avis du Coordonnateur SPS, l'évacuation des gravats et les approvisionnements pourront être réalisés depuis un châssis à remplacer en façade.

L'Entreprise titulaire des installations de chantier devra la totalité des aménagements nécessaires à cet effet pour chacune des phases, comprenant notamment :

- Toutes les démarches administratives.
- Le moyen de levage.
- L'aménagement de l'aire en pied de bâtiment (balisage, clôtures, signalétique, ...)
- Les protections contre les chutes au droit de la baie.
- Etc ...



8.4.2 Protection du chantier

Voir PGC du coordonnateur SPS.

Au minimum,

- L'entreprise principale aura à sa charge toutes les dépenses liées à la mise en place de l'ensemble des dispositifs de protection du chantier (accès aux travaux, approvisionnement des matériaux, évacuation des déchets, etc.) et ce pour toute la durée du chantier.
- L'entrepreneur titulaire devra prendre toutes les dispositions afin de respecter la réglementation, concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, définie par le code du travail et par le code de la santé.
- De même, l'entrepreneur titulaire devra prendre toutes les dispositions pour assurer la sécurité des personnes circulant sur l'aire de travail et alentours conformément aux règles en vigueur. De ce fait, un balisage et une protection efficaces devront être mis en place. Lors des interventions en toitures et en façades des tunnels de protections seront mis en place au niveau de chaque entrée de bâtiments concernés par les travaux.
- Chaque soir, en fin de semaine et lors de toute interruption de chantier excédant la ½ journée, les éventuels dispositifs d'accès et d'évacuations, accessibles facilement, seront enlevés pour empêcher des personnes étrangères aux travaux d'accéder facilement aux zones de travaux.

8.4.3 Protection contre les risques de chute en toiture

Voir PGC du coordonnateur SPS.

L'entrepreneur devra impérativement prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer dans tous les cas la protection contre la chute dans le vide des travailleurs et également des matériaux et/ou des outils, définies par les différents organismes (OPPBTP, SCNE, Inspection du travail).

8.4.4 Protection contre les risques de brûlures, de chaleur et de projections incandescentes

Voir PGC du coordonnateur SPS.

L'entrepreneur devra impérativement prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer dans tous les cas la protection contre les risques de brûlures, de chaleur et de projections incandescentes du personnel conformément à la réglementation en vigueur.

8.4.5 Protection des existants

L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions et précautions utiles pour assurer dans tous les cas la conservation sans dommages des existants. Ces prescriptions s'entendent tant pour les locaux dans lesquels sont réalisés des travaux que pour ceux utilisés pour le passage des travailleurs, l'approvisionnement des matériaux et l'évacuation des déchets. L'entrepreneur sera seul juge des dispositions à prendre à cet effet, des protections à mettre en place.

Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre se réservent le droit, si les dispositions prises par l'entreprise lui semblent insuffisantes, de lui imposer de prendre des mesures de protection complémentaires. Faute par l'entrepreneur de se conformer aux prescriptions du présent article, il en subira toutes les conséquences.

Les frais consécutifs aux mesures de protection et de conservation des existants seront à la charge de l'entreprise et compris dans le prix de son marché.

8.5 RÉCEPTION DES ABORDS, DES OUVRAGES & ÉTAT DES LIEUX

8.5.1 Réception des abords

Les espaces publics ou privés, situés aux abords de la zone des travaux, seront réceptionnés avant les travaux.

Avant le démarrage des travaux, un relevé contradictoire sera réalisé si nécessaire en présence des intervenants suivants :

- La maîtrise d'œuvre
- La maîtrise d'ouvrage
- L'entreprise concernée

Un constat d'huissier sera établi à la charge de l'entreprise concernée.

8.5.2 Réception des supports et des ouvrages existants

S'agissant de rénovation, l'entrepreneur titulaire devra connaître parfaitement la nature des supports, des matériels et les matériaux à traiter.

Il devra réceptionner les supports de ses prestations. Il sera tenu d'émettre en temps voulu toute réserve qu'il jugera justifiée afin de réaliser parfaitement les travaux dont il aura la charge. Une absence de remarque sera considérée comme une réception tacite.

Il aura à sa charge tous les travaux de maçonnerie ou de peinture, de joints, d'habillages et de raccords nécessaires à une finition correcte avec les ouvrages existants.

8.5.3 État des lieux

L'entrepreneur fera un état des lieux avant travaux et signalera avec photos à l'appui de ses dires, toutes les dégradations existantes sur les ouvrages pour lesquels il doit la protection.

L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions pour protéger tous les existants qui pourraient être souillés ou dégradés par les travaux (voir § 8.4.5 du présent document).

L'entrepreneur devra visiter l'ensemble des locaux durant la phase préparatoire des travaux afin d'établir un état des lieux des parois et équipements pouvant être détérioré pendant les travaux.

Toutes les dégradations commises par l'entrepreneur lors de son intervention seront réparées à ses frais.

Les frais relatifs à cette intervention seront à la charge de l'entrepreneur.

8.6 GESTION DES DÉCHETS

Voir PGC du coordonnateur SPS.

Chaque Entreprise sera responsable de la gestion de ses déchets et prendra l'ensemble des mesures nécessaires pour réaliser un tri à la source des différents types de déchets, en respectant les cahiers des charges des différentes filières de valorisation ou d'élimination qui apportent des précisions quant aux modalités de dépose, collecte séparée et transport de ces déchets à respecter. Les entreprises sont invitées à se reporter aux documents en annexes concernant les consignes de tri ("DEEE professionnels à déclarer et/ou à mettre à disposition d'Ecosystem" et "Consignes de tri REP PMCB Produits et matériaux de la catégorie 1 & 2")

Plus particulièrement l'Entreprise de travaux :

- déposera sélectivement les matériaux valorisables et notamment non dangereux (plâtre, métaux, bois, certains plastiques) et inertes (verre...) ;
- déposera sélectivement tous les matériaux et équipements contenant des substances dangereuses (équipements électriques et électroniques, bois traités ...) et les conditionnera sans les mélanger avec les autres déchets ;
- remettra à un éco-organisme agréé les déchets relevant d'une filière à Responsabilité élargie du producteur (REP) tels les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) ou les déchets d'éléments d'ameublement (DEA) ;
- prendra toutes les mesures pour éviter les pollutions croisées avant que les déchets soient placés dans des contenants adaptés.

Les dépenses liées aux bennes à déchets, si elles sont impératives, seront assurées par les entreprises. Les déchets seront retirés du chantier à la fin de chaque journée de travail pour ceux qui ne sont pas stockés

temporairement dans des bennes. Les bennes devront être retirées durant les week-ends. Les entreprises assureront le financement des opérations de tri, d'évacuation, de transport, de mise en site de traitement des déchets, mise à disposition des éco-organismes, ... etc. de ses déchets.

En cas de non-respect par l'entrepreneur des obligations découlant des prescriptions concernant l'évacuation des déchets, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre feront procéder à l'enlèvement de ses déchets par une entreprise de leur choix, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles de l'entrepreneur.

Les frais entraînés seront à la charge du compte prorata.



8.7 NETTOYAGE DU CHANTIER

Pendant la durée des travaux, les parties communes, les parties extérieures et le chantier seront maintenus en parfait état de propreté permanente.

Les entreprises ont la responsabilité du nettoyage du chantier : balayage, lavage, etc. dans tous les locaux touchés par les travaux, de même que dans ceux utilisés pour le passage des ouvriers.

Les abords seront nettoyés.

Un nettoyage journalier du chantier sera demandé pour améliorer la qualité de vie du chantier, la qualité du travail et la sécurité du personnel.

Le titulaire est responsable vis à vis du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage de la bonne exécution de l'ensemble des prescriptions du présent article.

En cas de non-respect par l'entrepreneur des obligations découlant des prescriptions concernant les nettoyages, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre feront exécuter les nettoyages par une entreprise spécialisée de son choix, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles de l'entrepreneur.

Les frais entraînés seront à la charge de l'entreprise titulaire.

8.8 SUIVI DU CHANTIER PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre devra pouvoir suivre toutes les phases de déroulement du chantier.

Pour cela, l'avancement des travaux, tant en ce qui concerne le phasage des différentes interventions qu'en ce qui concerne les différentes zones d'intervention, devra se faire afin de permettre le contrôle effectif par le maître d'œuvre de chaque opération. La phase suivante ne pourra se dérouler sans vérification de la phase précédente.

Pour sa part, le maître d'œuvre se réserve en plus, le droit d'intervenir sur le chantier en dehors de cette réunion.

8.9 RÉUNION DE CHANTIER

A chaque convocation de l'entreprise par la maîtrise d'œuvre ou le maître d'ouvrage pour une réunion de chantier, par courriel ou par l'intermédiaire du procès-verbal de chantier, celle-ci devra impérativement respecter les conditions suivantes :

- Présence d'un responsable ayant la capacité de prendre des décisions techniques, organisationnelles et financières
- Respecter les horaires de convocations
- Posséder le procès-verbal de la dernière réunion
- Posséder les cahiers des charges techniques et administratifs du marché concerné